

UNE OPEP DU GAZ

Les grands pays exportateurs d'hydrocarbures que sont l'Arabie Saoudite, le Koweït, les Emirats Arabes Unis, l'Irak, l'Iran, le Qatar, Oman, l'Algérie, la Russie, l'Indonésie, le Sultanat de Brunei, la Malaisie, l'Argentine, la Bolivie et le Venezuela n'ont pas pu instituer à leur forum de Doha au Qatar en avril 2007 une "OPEP du gaz", contrairement aux souhaits de certains Etats producteurs de gaz emmenés par la Russie, l'Algérie, le Qatar, l'Iran, et le Venezuela.

En effet, l'idée de créer une OPEP du gaz a été émise depuis peu par certains représentants des pays exportateurs. Cependant, malgré les pronostics de certains experts, aucune entente concrète à ce sujet n'est intervenue au forum des pays producteurs de gaz qui s'est tenu en avril 2007 au Qatar. Au lieu de cela, les participants au forum ont décidé de créer un groupe de coordination de haut niveau qui sera chargé, entre autres, de mettre au point un mécanisme de formation des prix sur le marché du gaz, compréhensible et transparent pour les clients et les fournisseurs.

Le gaz naturel, en tant que ressource abondante, peu chère et disponible n'est plus d'actualité. En effet, les pays qui disposent des ressources les plus importantes, la Russie en tête avec un tiers des réserves mondiales, mais aussi l'Algérie ou la Bolivie, l'utilisent dorénavant à des fins politiques et diplomatiques. Le gaz est en train de devenir un enjeu majeur et la pérennité des approvisionnements est une préoccupation illustrée par les nombreux débats aux Etats-Unis ou au sein de l'Union Européenne notamment autour de la signature de la Charte européenne de l'énergie par la Russie.

La Russie a un intérêt certain dans la constitution de cette Organisation des Pays Exportateurs de Gaz (OPEG), c'est certainement dans cette optique qu'elle a mis en place un plan de maillage énergétique des pays de l'ancienne URSS.

En effet, les pays de l'ancien bloc soviétique, qui cherchaient à sortir de la sphère d'influence russe pour ne plus dépendre de Moscou, sont aujourd'hui tributaires en grande partie de Gazprom, le groupe que le Kremlin a constitué pour assurer une domination de ce secteur économique mais aussi pour accroître la dépendance des autres pays européens vis-à-vis des livraisons russes.

Le contexte actuel, marqué par une insécurité des approvisionnements en provenance du Moyen-Orient, accroît les tensions sur les marchés mondiaux des hydrocarbures dont la Russie cherche à tirer profit afin de remettre en route son économie mais aussi pour retrouver sa puissance perdue, bien qu'elle puisse être aujourd'hui qualifiée de puissance énergétique

Même si la décision d'instituer un cartel n'a pas été prise à Doha, les pays producteurs emmenés par la Russie, ont proposé de créer un groupe de coordination de haut niveau qui se chargera, entre autres, de l'élaboration des principes de la formation des prix du gaz sur le marché, qui doit être un mécanisme transparent et compréhensible pour les consommateurs et les fournisseurs. Les rencontres du groupe devront se tenir six fois au moins par an.

Le groupe de coordination qui sera constitué de représentants des pays exportateurs devra encore analyser le bilan du forum, préparer les thèmes pour le futur débat et présenter les propositions sur la question de l'institution du secrétariat du forum. La Russie sera en même temps coordinatrice du groupe en charge de la formation des prix du gaz.

De l'avis du Président de Gazprom, Alexeï Miller, « *la constitution d'un groupe de coordination est une mesure encourageant la coopération internationale dans le secteur* ».

"*C'est une forme absolument nouvelle du dialogue énergétique*", a indiqué M. Miller, précisant qu'il s'agit, entre autres, d'études conjointes sur le mécanisme de formation des prix du gaz. Selon lui, ce "nouveau format" du dialogue est dicté par des causes objectives de la mondialisation de ce marché.

L'Argentine, la Bolivie et le Venezuela s'étaient par ailleurs prononcés, avant le forum, en faveur du regroupement des pays exportateurs au sein d'une structure à l'instar de l'OPEP.

"Nos pays (Argentine, Bolivie, Venezuela) ont institué un groupe semblable à l'OPEP (Organisation des pays d'Amérique latine producteurs et exportateurs de gaz), chargé de la politique tarifaire", a indiqué le Ministre bolivien de l'Industrie, Carlos Quiroga. Le Ministre a annoncé qu'il jugeait nécessaire de créer un "pareil groupe à l'échelle globale".

Le Ministre iranien du Pétrole, Kazem Vaziri Hamaneh, a pour sa part proposé d'examiner l'initiative de créer une OPEP du gaz sous un jour plus précis.

Pourtant, l'organisation regroupant les pays exportateurs de gaz joue un rôle de plus en plus important sur le marché gazier mondial. Le poids de la Russie dans cette organisation ne cesse de croître. Sur le plan pratique, il est parfaitement possible que le Forum international des pays exportateurs de gaz, fondé en 2001 et dont le rôle est encore consultatif, puisse bientôt se transformer en "OPEP du gaz", à la tête de laquelle se trouverait assurément la Russie.

Les experts sont arrivés à l'idée d'une OPEP du gaz probablement après que la Russie ait examiné avec le Kazakhstan et le Turkménistan divers aspects de la politique gazière notamment celui des prix. Gazprom est soupçonné de vouloir assurer ses engagements contractuels extérieurs en recourant aux ressources des voisins. Cette manœuvre permettrait à la Russie de faire office d'élément intégrateur dans la totalité de l'espace post-soviétique.

"Les prix du gaz sur le futur marché intégré seront fixés par la Russie", estiment les auteurs d'un rapport préparé conjointement en 2005 par les Universités de Standford et de Houston. Les chercheurs en sont arrivés à cette constatation après avoir envisagé plusieurs scénarios. Des scénarios qui, semble-t-il, commencent à se réaliser. En effet, à la mi-novembre 2005, le Kazakhstan et la Russie ont conclu un accord concernant le transit du gaz turkmène et ouzbek. Ce qui signifie de facto que la totalité des ressources des trois républiques centrasiatiques sont désormais contrôlées par Gazprom.

L'association des efforts et des intérêts politiques de la Russie, du Kazakhstan, du Turkménistan et de l'Iran, pays disposant d'immenses réserves de gaz et développant activement son extraction ainsi que leurs infrastructures de transport, implique objectivement la création d'une grande alliance gazière régionale. La présence de marchés à conquérir comme l'Inde, le Pakistan, ou la Chine rend cette idée de plus en plus attractive.

D'autre part, on prévoit un accroissement de 70% de la part du gaz dans le bilan des sources de production d'énergie électrique.

De nouvelles interdépendances, des groupements géopolitiques, des chaînes de coopération industrielle et des cartels de prix (régionaux et même mondiaux) voient le jour au fil de ce processus. Le gaz naturel devient un objet du commerce mondial incontournable, une source énergétique importante et son rôle grandit en tant que facteur de développement durable.

En outre, plus forts sont les tiraillements entre les pays occidentaux et notamment les européens consommateurs de gaz et les producteurs du Proche et du Moyen-Orient, plus grandes sont les chances de voir se constituer une alliance des producteurs de gaz. Dans ce contexte, la Russie, le Venezuela, le Qatar l'Iran et l'Algérie ne peuvent que souhaiter un renforcement de leurs positions dans le secteur énergétique.

Ainsi, l'accord énergétique de la Russie avec l'Algérie intervenu en 2007, peut être envisagé comme un pas important vers l'adhésion de ce pays au futur cartel des pays exportateurs de gaz.

En effet, l'Algérie, que l'on tend en Europe à considérer comme le principal concurrent de la Russie sur le marché gazier européen, occupe la septième place dans le monde pour les réserves de gaz naturel et la quatrième pour ses exportations, derrière la Russie, le Canada et la Norvège, avec 60 milliards de mètres cubes par an. Le gaz algérien alimente l'Europe du sud.

Il est acheminé par pipelines vers l'Italie, l'Espagne, le Portugal, la Tunisie et la Slovénie ; exporté sous forme liquide en France, en Espagne, aux Etats-Unis, en Turquie, en Belgique, en Italie, en Grèce et en Corée du Sud.

D'où l'intérêt de la Russie à intégrer l'Algérie dans cette idée d'OPEP, ce qui conférerait à la future alliance un statut suprarégional et renforcerait notablement la position de tous les participants aux négociations avec les consommateurs. La présidence de la Russie au G8 ne laisse aucun doute quant à sa candidature au leadership au sein de cette structure interétatique encore informelle. La récente visite du Président Poutine en Algérie et son bilan pétrogazier ne seront pas considérés par les observateurs autrement que dans l'optique de la formation d'une OPEP du gaz fortement influencée par la Russie. Une alliance gazière Algéro-Russe mettrait l'Europe sous contrôle énergétique de la Russie et permettrait d'assurer le noyau de base du futur cartel gazier.

Ainsi à Doha et sur proposition de la Russie, la décision a été prise de créer un groupe de haut niveau chargé de la formation des prix du gaz. Une politique des prix concertée, voilà ce qui constitue l'autre noyau de l'idée d'une "OPEP du gaz". Mais si les participants au forum ne se montrent pas tous enthousiastes quant à sa construction (l'Iran et le Venezuela sont "pour", l'Algérie, l'Egypte et le Qatar ne se hâtent pas de souscrire à cette proposition de cartellisation), peu nombreux sont ceux qui doutent de sa création sous une forme ou une autre.

Le groupe doit se réunir au moins six fois en 2007. La Russie affirmera son rôle d'intégrateur principal dans la communauté gazière (à titre de plus gros producteur et exportateur) en 2008 à Moscou, lors de la tenue du prochain forum des pays exportateurs de gaz.

Pour l'instant il n'y a pas unanimité chez les experts pour dire que la décision de constituer un groupe de fixation des prix est un pas en direction d'une "OPEP du gaz". La création de ce groupe ne signifie pas qu'une "OPEP du gaz" a vu le jour car sur le plan technologique et économique il n'est pas possible actuellement de constituer une alliance gazière globale.

En effet, les prix du gaz sont indexés sur ceux du pétrole. De plus, la rigidité du marché gazier qui fonctionne surtout avec des contrats à long terme ne permet pas à une OPEP du gaz d'agir et il faudra certainement attendre encore longtemps avant que le marché ne devienne fluide et permette la création effective d'une OPEP du gaz.

Les experts se rejoignent en ce qu'une politique de coordination pourrait aider à détacher les prix du gaz de la corbeille des prix des produits pétroliers. Les pays producteurs et exportateurs de gaz y sont tous intéressés puisque le règlement de ce problème leur permettrait d'appliquer une politique des prix indépendamment de la conjoncture sur le marché mondial des prix de l'or noir.

Une organisation des exportateurs de gaz permettrait à ces derniers de coopérer sur un pied d'égalité avec le cartel des consommateurs qu'est l'Agence Energétique Internationale.

Par ailleurs, les Etats-Unis tenteront certainement de mettre un frein à la constitution de ce cartel puisque la Chambre des représentants a déjà approuvé un projet de loi sur l'illégalité de la création de structures à l'instar de l'OPEP, et les poursuites judiciaires qu'elle implique contre les Etats étrangers, dans le domaine "de l'extraction ou de la distribution du pétrole, du gaz naturel et d'autres produits pétroliers".

Si cette loi est adoptée et soumise au Président Bush, *"les principaux conseillers du Président lui recommandent d'opposer son veto au projet de loi"*, a indiqué un représentant de la Maison Blanche expliquant ainsi la position de l'administration présidentielle par la crainte que les pays producteurs et exportateurs d'énergie prennent des mesures de rétorsion contre les Etats-Unis, ce qui entraînerait "l'interruption des livraisons de pétrole et la hausse des prix de l'essence, du gaz naturel, du fioul et d'autres sources d'énergie".

Quand à la Russie, elle a estimé qu'elle avait le droit "souverain" de sceller ou non des alliances pétrolières et gazières avec d'autres pays en réagissant ainsi au projet de loi américain autorisant à poursuivre en justice les Etats membres de cartels apparentés à l'OPEP.

Même si certains pays consommateurs ont fait état d'une certaine "nervosité" suite à un éventuel regroupement des pays exportateurs de gaz, cette nervosité, qui fut longtemps présente dans l'espace médiatique, s'explique par les tensions dans le dialogue énergétique lancé par Moscou au dernier sommet du G8. Mais depuis, de nombreux pays se sont engagés dans la voie de la rénovation de leurs stratégies énergétiques, notamment en Europe.

Le prochain et septième forum des quatorze pays exportateurs de gaz se déroulera en 2008 à Moscou. Selon le chef de la délégation russe à Doha, Viktor Khristenko, « *les principales questions débattues par les participants au forum ont été et seront celles de la formation des prix dans le secteur, de l'infrastructure et des contacts avec les consommateurs. Mais la mondialisation du marché du gaz reste d'actualité.* »

Ainsi, le Comité de coordination de haut niveau institué au cours du forum de Doha (au rang des ministres des pays participants) se chargera de ce travail tout au long de l'année prochaine.

Parce que les tendances introduites par la mondialisation conduisent les producteurs à se solidariser pour la défense de leurs intérêts, parce que la formation des prix du gaz doit être transparente aussi bien pour les consommateurs que pour les fournisseurs et enfin parce que certains Etats producteurs aspirent à une reconnaissance de leurs puissances énergétiques, une "OPEP du gaz" sera créée et il est évident que cette création est nécessaire".

N. ZAMMIT Ph.D